



Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de faciliter le passage au péage.



Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa



Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest



FINANCES PUBLIQUES



Le Togo accelere sa mutation vers une culture de la performance P.4

AFRIQUE



Quelle est la réalité de l'influence économique et politique de la Russie sur le continent africain ? P.2

BCEAO

Les taux directeurs reculent à 3% pour relancer le crédit Page 3

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), desserre l'étai, les taux directeurs reculent pour stimuler l'économie de l'UEMOA. Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a choisi, le 4 mars 2026, lors de sa réunion ordinaire de desserrer sa politique monétaire. Ainsi, à compter du 16 mars, le principal taux directeur passe de 3,25% à 3,00%, tandis que le guichet de prêt marginal recule de 5,25% à 5,00%. Le coefficient des réserves obligatoires

reste fixé à 3,0%. Cette décision vise à renforcer l'assouplissement des conditions de financement et à donner un coup de pouce à l'activité économique dans l'espace UEMOA. La Banque Centrale veut ainsi stimuler le crédit et soutenir la dynamique économique de l'Union. En ce qui concerne l'inflation, après une année 2025 marquée par une baisse des prix (-0,8% au dernier trimestre), l'indice devrait remonter progressivement à 1,4% en 2026. Mais les tensions géopolitiques pourraient rebattre les cartes. Parlant

de la croissance, l'Union a affiché une performance robuste en 2025, avec un PIB en hausse de 6,7%, porté par l'agriculture, les services et les industries extractives. Les prévisions pour 2026 restent optimistes, avec une croissance attendue de 6,4%. Quant aux crédits, les financements à l'économie progressent de 5,6% en 2025, confirmant l'effet d'entraînement. La balance commerciale bénéficie de la hausse des exportations de pétrole, d'or et de cacao, ainsi que de la baisse des coûts des importations alimentaires et énergétiques. Les États...



Le carême nourrit l'âme. L'eau nourrit la vie. Choisissez Voltaic.



Ne dites plus eau, dites Voltaic.



PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866 www.canalbox.tg

Afrique

Quelle est la réalité de l'influence économique et politique de la Russie sur le continent africain ?

Malgré son engagement croissant en Afrique, la Russie obtient les évaluations les moins favorables parmi les grandes puissances. Toutefois, les perceptions varient fortement selon les pays et les sous-régions.

36% seulement des Africains estiment que l'influence économique et politique de la Russie est positive, tandis qu'environ 23% la jugent plutôt ou très négative, selon un rapport publié le vendredi 27 février 2026 par le réseau panafricain et de recherche par sondage Afrobarometer.

Le rapport se base sur des enquêtes menées en 2024 et 2025 auprès de 50 961 personnes dans 38 pays africains situés dans toutes les sous-régions du continent. Les données sont pondérées afin de garantir la représentativité nationale des échantillons. Tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à leur population) pour le calcul des statistiques moyennes plurinationales.

La Russie recueille le moins d'évaluations positives parmi les principales puissances mondiales. La Chine obtient la plus grande proportion des évaluations positives, 62% des répondants jugeant son influence économique et politique positive. Viennent ensuite les Etats-Unis (52% des évaluations positives), l'Union européenne (50%) et l'Inde (39%).

Le faible taux des Africains qui jugent positive l'influence économique et politique de la Russie

s'explique en partie par le fait que la majorité des répondants ne se prononcent ni positivement ni négativement sur l'influence russe dans leur pays : environ 32% jugent l'influence de Moscou « ni positive, ni négative » et 32% « ne savent pas ou refusent de répondre ». Cela suggère que dans de nombreux pays, les gens en sont encore à un stade relativement précoce dans la formation de leur opinion sur cette puissance qui se réengage de nouveau sur un continent où il jouait un rôle important pendant la guerre froide.

Cependant, les scores faibles de la Russie ne sont pas seulement dus à des opinions non formées : Parmi ceux qui donnent leur avis, le rapport entre les opinions positives et négatives à l'égard de la Russie n'est que de 1,5 pour 1, soit un ratio bien inférieur à ceux de la Chine (3,5), des Etats-Unis d'Amérique (2,6) et d'autres puissances mondiales.

Le rapport souligne également que des écarts très importants existent entre les pays en ce qui concerne la perception de l'influence de la Russie. Au niveau national, 88% des Maliens ont une opinion positive du rôle de cette puissance, loin devant le Cameroun (60%),



la Guinée-Bissau (55%), la Côte d'Ivoire (55%).

Non-alignement

En revanche, moins d'un répondant sur six émet une évaluation positive dans quatre pays d'Afrique Australe : la Zambie (15%), le Lesotho (14%), l'Eswatini (14%) et le Botswana (13%). Mais l'Afrique du Sud, puissance politique et économique de la région et membre du groupe des BRICS, se classe au-dessus de la moyenne continentale avec 40% d'avis positifs.

Au niveau des sous-régions du continent, la Russie obtient ses meilleurs scores en Afrique Centrale (50% d'opinions positives) et en Afrique de l'Ouest (43%). Les populations d'Afrique Australe (27%), d'Afrique de l'Est (26%) et d'Afrique du Nord (34%) sont beaucoup plus réservées dans leurs évaluations. Ces écarts entre les pays et les sous-régions témoignent

de l'engagement complexe et varié de la Russie sur le continent.

Les écarts entre les groupes démographiques en matière de perception de l'influence de la Russie sont beaucoup moins prononcés que ceux observés entre les pays ou les régions. L'écart démographique le plus notable tient au fait que les jeunes (18-35 ans) ont une opinion nettement plus positive de la Russie (38%) que leurs aînés (30% chez les plus de 55 ans).

Les enquêtes révèlent d'autre part, que l'engagement croissant de la Russie en Afrique ne semble pas porter ses fruits en termes d'influence. Les Africains apprennent davantage sur la Russie, mais ils ne sont pas nécessairement satisfaits de ce qu'ils voient. A travers les 24 pays où l'on peut comparer les résultats des enquêtes menées en 2024 et en 2025 à celles menées entre 2019 et 2021, davantage de personnes affirment

désormais avoir une opinion, mais la hausse des évaluations négatives (+6 points de pourcentage) est environ deux fois supérieure à celle des évaluations positives (+3 points).

Mais certains messages russes, particulièrement ceux qui promeuvent la multipolarité et le non-alignement avec l'Occident, trouvent peut-être un écho auprès des populations africaines : Parmi les personnes sondées qui ont entendu parler de la guerre menée par la Russie en Ukraine (70% des répondants), plus de sept sur 10 (72%) estiment que leur pays devrait rester neutre. A travers tous les pays sondés, seulement 22% préfèrent choisir un camp, et ils révèlent une légère préférence pour la Russie (14%) par rapport à l'Ukraine (8%). Le Mali est le seul pays où une majorité affiche son soutien massif à la Russie (72%).

BCEAO

Les taux directeurs reculent à 3% pour relancer le crédit

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), desserre l'étau, les taux directeurs reculent pour stimuler l'économie de l'UEMOA. Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a choisi, le 4 mars 2026, lors de sa réunion ordinaire de desserrer sa politique monétaire. Ainsi, à compter du 16 mars, le principal taux directeur passe de 3,25% à 3,00%, tandis que le guichet de prêt marginal recule de 5,25% à 5,00%. Le coefficient des réserves obligatoires reste fixé à 3,0%.

Bernard AFAWOUBO

Cette décision vise à renforcer l'assouplissement des conditions de financement et à donner un coup de pouce à l'activité économique dans l'espace UEMOA. La Banque Centrale veut ainsi stimuler le crédit et soutenir la dynamique économique de l'Union.

En ce qui concerne l'inflation, après une année 2025 marquée par une baisse des prix (-0,8% au dernier trimestre), l'indice devrait remonter progressivement à 1,4% en 2026. Mais les tensions géopolitiques pourraient rebattre les cartes. Parlant de la croissance, l'Union a affiché une performance robuste en 2025, avec un PIB en

hausse de 6,7%, porté par l'agriculture, les services et les industries extractives. Les prévisions pour 2026 restent optimistes, avec une croissance attendue de 6,4%. Quant aux crédits, les financements à l'économie progressent de 5,6% en 2025, confirmant l'effet d'entraînement. La balance commerciale bénéficie de la hausse des



exportations de pétrole, d'or et de cacao, ainsi que de la baisse des coûts des importations alimentaires et énergétiques. Les États membres ont également renforcé leurs ressources extérieures, consolidant la tendance. Si la BCEAO desserre aujourd'hui sa politique

monétaire, elle reste sur ses gardes. Le Comité de Politique Monétaire promet de surveiller de près l'évolution des prix et de réagir en cas de dérapage, afin de préserver la stabilité monétaire et financière de l'UEMOA.

Diplomatie

Accréditation de nouveaux ambassadeurs au Togo

Le Président de la République, Jean-Lucien Kwassi Lanyo Savi de Tové, a reçu ce mercredi 4 mars 2026, en audience les lettres de créance de trois nouveaux chefs de mission diplomatique accrédités auprès du Togo. Il s'agit respectivement de Jacob Linulf du Royaume du Danemark, Musu Jatu Ruhle du Libéria et Muhannad M. A. Alhammouri, de l'Etat de Palestine.

À travers cette cérémonie, les nouveaux diplomates ont officiellement pris fonctions, marquant une nouvelle étape dans le raffermissement des relations d'amitié et de coopération entre le Togo et ces pays frères.

Togo-Danemark : cap sur l'économie maritime et la transition verte

L'ambassadeur Jacob Linulf du Royaume du Danemark a exprimé sa volonté d'œuvrer à la consolidation du partenariat entre Lomé et Copenhague particulièrement dans le domaine de l'économie maritime. Il entend également contri-

buer efficacement au renforcement de la coopération dans les secteurs agricole, de la formation et de la transition verte afin de promouvoir des solutions durables et bâtir un avenir plus respectueux de l'environnement pour tous. Economiste, spécialiste des relations internationales, il a servi son pays dans plusieurs missions diplomatiques où il a œuvré à la promotion du commerce et des investissements ainsi qu'à la lutte contre le changement climatique.

Togo-Libéria : un partenariat renouvelé pour la prospérité des peuples

La nouvelle ambassadrice



du Libéria, Musu Jatu Ruhle, a pour sa part souligné la volonté de son pays de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines du commerce et de l'économie et de la sécurité pour la prospérité des deux peuples.

L'ambassadrice Ruhle est une diplomate de carrière qui a fait ses preuves dans les relations internationales, la diplomatie économique et la coopération au développement.

Togo-Palestine : consolidation des liens historiques et

fraternels
Monsieur Muhannad M. A. Alhammouri, ambassadeur de l'Etat de Palestine, a pour sa part mis en avant les liens qui unissent les deux nations, soulignant la volonté de consolider davantage les relations entre les deux pays, notamment à travers l'ouverture prochaine d'une ambassade palestinienne à Lomé. Monsieur Muhannad M. A. Alhammouri est un haut fonctionnaire international de plus de vingt années d'expérience dans le do-

maine diplomatique. Sa carrière a débuté en Asie et en Australie, où il a acquis une solide expertise dans les relations internationales.

Cette cérémonie de présentation de lettres de créance ouvre la voie à un partenariat renforcé, fondé sur le respect mutuel, la solidarité et la promotion des intérêts communs entre le Togo et respectivement le Danemark, le Libéria et l'Etat de Palestine.

Finances publiques

Le Togo accélère sa mutation vers une culture de la performance

Depuis 2021, le Togo s'est engagé dans une réforme majeure notamment l'adoption du budget par objectifs et par performance. Cette approche vise à améliorer l'efficacité de la dépense publique en orientant les ressources vers des résultats mesurables. Le pays bénéficie de l'appui du Projet de renforcement de la gestion des finances publiques, soutenu par le FMI et l'Union Européenne.

Bernard AFAWOUBO

Les directeurs financiers, les responsables de planification et les cadres des ministères sectoriels ont participé du 16 février au 5 mars 2026, à une série d'ateliers de formation. L'objectif visé est de ma-

triser l'utilisation du SIGFiP, le système d'information budgétaire, pour saisir et marquer les activités des projets de l'exercice 2026, gérer les marchés et rattacher les mandats antérieurs ; et harmoniser la saisie des activités budgétaires. Encadrés par la Cellule in-



formatique du Ministère des finances et du budget, les participants ont pu traduire les actions programmatiques en activités concrètes, renforçant ainsi

la cohérence et la transparence de l'exécution budgétaire.

Cette transition vers une culture de la performance devrait générer une meilleur

allocation des ressources publiques ; une plus grande transparence et responsabilité dans la gestion budgétaire ; et un renforcement de la confiance citoyenne envers les institutions.

La présence de hauts responsables, tels que Kokou SOVI, Directeur des études et analyses budgétaires, et Komi BOUAKA, Directeur du Budget, lors de la clôture des ateliers, illustre l'importance stratégique de ces réformes. M. Bouaka a rappelé que ces formations s'inscrivent dans la consolidation des finances publiques et visent à accroître l'efficacité de l'exécution budgétaire.

Classement Bloomberg 2025

Afreximbank confirme son leadership en Afrique

La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) a consolidé sa position dominante sur les marchés financiers africains, se classant au premier rang en tant qu'arrangeur principal mandaté et teneur de livre dans le classement Bloomberg Africa Borrower Loans League Tables 2025, ainsi qu'au troisième rang en tant qu'agent administratif.

Patience SALLAH

Ces classements reconnaissent le leadership de la banque dans le déploiement de solutions de financement de la dette et la mobilisation de capitaux à grande échelle provenant d'investisseurs diversifiés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique, afin de soutenir la croissance économique du continent.

Ces résultats confirment la place d'Afreximbank parmi les leaders du marché africain, en tête des classements Bloomberg ces dernières années. En tant que teneur de livre, Afreximbank détenait 21,66 % de parts de marché, avec 14 transactions.

En tant qu'arrangeur principal mandaté, la Banque a représenté 65 % de part de marché, soit 20 transactions. Ces 20 opérations ont principalement consisté en des transactions syndiquées dans le secteur pétrolier et gazier,

reflétant l'intervention stratégique de la Banque visant à combler l'important déficit de financement dans ce secteur sur le continent. Classée à la troisième place parmi les agents administratifs, Afreximbank a réalisé une part de marché de 13,92 % avec 13 transactions, dépassant notamment l'indice dans le secteur pétrolier et gazier. Le classement Bloomberg Africa Borrower Loans est un sous-ensemble du classement Bloomberg Capital Markets, qui répertorie les principaux arrangeurs, teneurs de livre et conseillers pour un large éventail d'opérations, notamment les prêts, les obligations, les actions et les fusions-acquisitions, selon les normes Bloomberg. Il s'agit d'un outil essentiel pour les banquiers d'affaires et les analystes afin d'évaluer les parts de marché, d'analyser la concurrence et d'identifier les tendances du marché.



Haytham Elmaayergi, vice-président exécutif d'Afreximbank, en charge de Global Trade Bank, a commenté : « Je suis ravi que les performances exceptionnelles de nos collègues aient été reflétées dans les prestigieux classements de Bloomberg, qui témoignent véritablement de leur détermination et de leurs capacités. Ce classement souligne l'engagement d'Afreximbank à faciliter les flux de capitaux afin de stimuler la croissance économique et la prospérité sur le continent. Nous continuerons à tirer parti de notre position unique pour promouvoir des investissements à fort impact et combler le déficit de financement dans les secteurs les plus critiques

d'Afrique ».

À propos d'Afreximbank

La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine dédiée au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain. Depuis 30 ans, Afreximbank déploie des structures innovantes pour fournir des solutions de financement qui facilitent la transformation de la structure du commerce africain et accélèrent l'industrialisation et le commerce intrarégional, soutenant ainsi l'expansion économique en Afrique. Ferme défenseur de l'Accord sur la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), Afreximbank a lancé

le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) qui a été adopté par l'Union africaine (UA) comme la plateforme de paiement et de règlement devant appuyer la mise en œuvre de la ZLECAf. En collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf et l'UA, la Banque a mis en place un Fonds d'ajustement de 10 milliards de dollars US pour aider les pays à participer de manière effective à la ZLECAf. À la fin de décembre 2024, le total des actifs et des garanties de la Banque s'élevait à environ 40,1 milliards de dollars US et les fonds de ses actionnaires s'établissaient à 7,2 milliards de dollars US. Afreximbank est notée A par GCR International Scale, Baa2 par Moody's, AAA par China Chengxin International Credit Rating Co., Ltd (CCXI), A- par Japan Credit Rating Agency (JCR). Au fil des ans, Afreximbank est devenue un groupe constitué de la Banque, de sa filiale de financement à impact appelée Fonds de développement des exportations en Afrique (FEDA), et de sa filiale de gestion d'assurance, AfrexInsure, (les trois entités forment « le Groupe »). La Banque a son siège social au Caire, en Égypte.

BRVM

SOURCE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

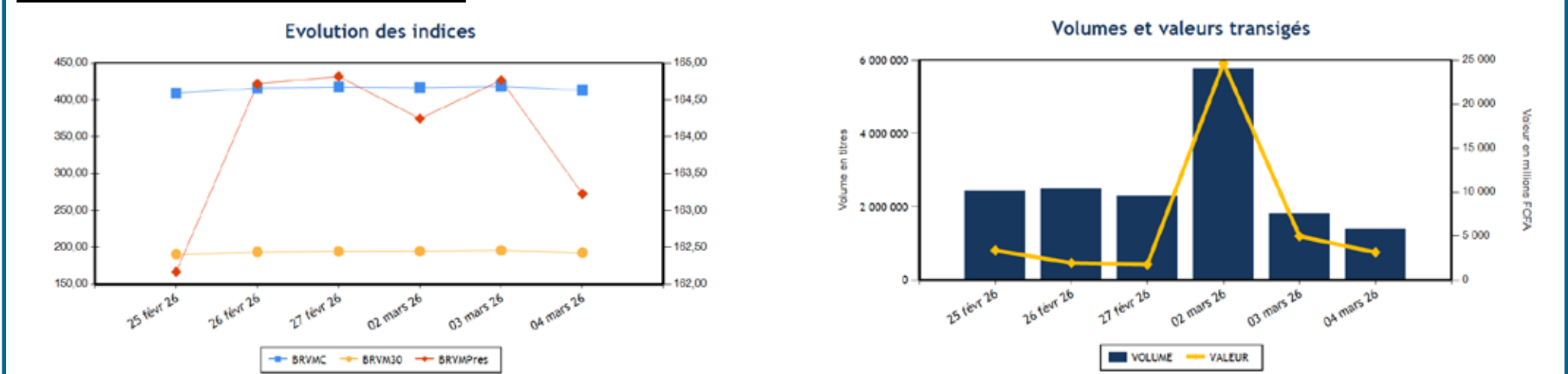
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 4 mars 2026

N° 44

BRVM COMPOSITE	413,56	BRVM 30	192,89	BRVM PRESTIGE	163,23
Variation Jour	-1,21 %	Variation Jour	-1,71 %	Variation Jour	-0,93 %
Variation annuelle	19,61 %	Variation annuelle	16,03 %	Variation annuelle	13,16 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 944 963 515 552	-1,21 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 363 415	-2,73 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	3 010 289 145	40,64 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	18	-21,74 %
Nombre de titres en baisse	26	23,81 %
Nombre de titres inchangés	3	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
VIVO ENERGY CI (SHEC)	2 510	7,49 %	73,70 %
UNILEVER CI (UNLC)	73 995	5,71 %	116,20 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	3 440	4,24 %	37,60 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 500	2,49 %	45,83 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	16 475	1,70 %	2,97 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	163,23	-0,93 %	13,16 %	97 269	1 810 454 780	12,31
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	286,52	-1,10 %	31,64 %	1 266 146	1 199 834 365	16,93

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	159,25	-1,22 %	19,61 %	1 363 415	3 010 289 145	13,87

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	104,17	-1,95 %	9,77 %	18 844	385 524 145	10,21
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	206,05	-0,65 %	19,09 %	56 611	137 335 175	72,09
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	173,66	-1,14 %	19,06 %	1 139 944	1 808 391 345	10,84
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	294,68	-0,66 %	36,38 %	21 081	275 939 500	13,77
BRVM - INDUSTRIELS	6	197,71	-4,15 %	49,41 %	60 906	141 693 500	18,35
BRVM - ENERGIE	4	161,65	3,22 %	45,75 %	47 057	135 088 215	20,76
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	150,98	-0,53 %	42,57 %	18 972	126 317 265	18,69

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,87
Taux de rendement moyen du marché	6,39
Taux de rentabilité moyen du marché	6,60
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	182
Volume moyen annuel par séance	2 416 300,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 431 191 456,12

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 406 518 434 465	-0,03 %
Volume échangé	21 812	-94,69 %
Valeur transigée (FCFA)	153 043 377	-94,64 %
Nombre de titres transigés	12	20,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	5	66,67 %
Nombre de titres inchangés	6	0,00 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	40 840	-7,50 %	41,31 %
SAFCA CI (SAFC)	4 965	-7,46 %	50,23 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 500	-6,89 %	58,23 %
SICOR CI (SICC)	4 000	-6,76 %	21,21 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 995	-6,56 %	42,50 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	23,96
Ratio moyen de satisfaction	56,93
Ratio moyen de tendance	237,62
Ratio moyen de couverture	42,08
Taux de rotation moyen du marché	0,12
Prime de risque du marché	1,46
Nombre de SGI participantes	34

Transport aérien

Le Sénégal et le Canada vont lancer une ligne aérienne directe entre Dakar et Montréal sur la période du 17 juin au 21 octobre

Le développement de la liaison aérienne entre Dakar et Montréal se fait dans un contexte de concurrence entre hubs régionaux cherchant à diversifier leurs marchés. Les États misent sur le transport aérien comme catalyseur de croissance et d'intégration commerciale, avec pour objectif de fluidifier la mobilité des personnes et soutenir les chaînes logistiques inter-continentales.

Une réunion technique s'est tenue le 23 février entre les administrations de l'aviation civile du Sénégal et du Canada, afin de discuter des dernières étapes réglementaires et opérationnelles en vue du lancement effectif de vols directs entre Dakar et Montréal par la compagnie québécoise Air Transat, sur la période du 17 juin au 21 octobre 2026. Annoncé en novembre 2025, ce service exclusif est le ré-

sultat du renforcement, plus tôt en mars, de la coopération bilatérale en matière de transport aérien. Les transporteurs des deux pays sont depuis lors autorisés à exploiter des vols directs vers toute destination située sur leurs territoires respectifs. Selon le directeur de l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM) du Sénégal, cette réunion est déterminante pour s'assurer que l'ensemble des éléments relatifs à la sécurité,

aux facilités aéroportuaires et aux services de navigation aérienne dans le cadre de cette liaison sont conformes aux standards internationaux. La desserte sera effectuée à raison de deux fréquences hebdomadaires, les mercredis et samedis, avec une capacité hebdomadaire prévue de 14 vols passagers et 10 vols tout-cargo, assortie de dispositions visant à accroître la flexibilité opérationnelle, notamment pour les services de fret.

En plus de renforcer l'offre de connectivité entre les deux pays sur la période concernée, notamment au bénéfice de la diaspora sénégalaise, elle ouvre des perspectives en matière d'échanges commerciaux, en particulier pour



les produits à forte valeur ajoutée et les exportations périssables. Elle devrait également faciliter les déplacements des supporters en perspective de la Coupe du Monde de Football 2026, organisée aux États-Unis et au Canada.

Il faut noter que ces dernières

années, des compagnies aériennes canadiennes ont renforcé leur présence sur des liaisons africaines, en particulier au Maroc où Air Transat a ouvert une ligne entre Montréal et Marrakech, tandis qu'Air Canada a renforcé ses fréquences entre Montréal et Casablanca.

CEMAC

Avec un encours de 5 973,6 milliards de FCFA, les SVT détiennent désormais 63 % des titres publics

Dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), les États continuent de s'appuyer massivement sur le système bancaire pour financer leurs besoins budgétaires. Les Statistiques mensuelles du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC - janvier 2026 indiquent qu'au 31 janvier 2026, l'encours total des valeurs du Trésor dans la sous-région atteint 9 451,5 milliards de FCFA. L'analyse de la structure de détention de ces titres montre une concentration toujours très forte autour des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT), un statut attribué à certaines banques commerciales chargées d'intervenir régulièrement sur le marché primaire de la dette publique.

Selon ces statistiques, les SVT détiennent à eux seuls 5 973,6 milliards de FCFA de titres publics. Rapporté à l'encours global du marché, ce montant représente environ 63 % de la dette émise par les États de la zone CEMAC. Les autres banques, qui ne disposent pas du statut de SVT mais participent également aux adjudications, détiennent 1 297,3 milliards de FCFA de titres publics, soit environ 13,7 % de l'encours total.

Les investisseurs institutionnels occupent la troisième place avec un portefeuille de

1 808,8 milliards de FCFA. Ce groupe, composé principalement de compagnies d'assurances, de caisses de retraite et de fonds d'investissement, représente près de 19,1 % de la dette publique régionale. La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) apparaît également parmi les détenteurs de titres publics. L'institution monétaire détient 84,2 milliards de FCFA de valeurs du Trésor, soit environ 0,9 % de l'encours total. Ce portefeuille résulte notamment d'interventions destinées à soutenir la liquidité du marché.

Les particuliers restent quant à eux marginalement présents. Les statistiques de janvier 2026 indiquent que 2 219 investisseurs individuels détiennent ensemble 287,6 milliards de FCFA de titres publics, soit un peu plus de 3 % du stock total de dette. La structure de détention des titres confirme ainsi une forte concentration du financement public autour d'un nombre limité d'acteurs financiers, essentiellement les banques commerciales.

Cette concentration constitue l'un des défis structurels du marché obligataire régio-

nal. D'après Moh Sylvester Tangongho, directeur général du Trésor au Cameroun, la dépendance vis-à-vis d'un cercle restreint d'investisseurs explique en partie certaines tensions observées lors des levées de fonds. « Les banques, qui détiennent l'essentiel des titres publics, sont en effet soumises à des plafonds réglementaires fixés par la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac). Ces règles limitent leur exposition aux dettes souveraines. Lorsque ces seuils sont atteints, leur capacité à participer à de nouvelles émissions diminue mécaniquement », souligne-t-il.

Dans ce contexte, les autorités financières encouragent le développement du marché secondaire afin de favoriser une circulation plus active des titres. « L'objectif consiste à inciter les banques à céder une partie de leurs portefeuilles à d'autres inves-

tisseurs, qu'il s'agisse d'entreprises, de fonds ou de particuliers, afin de libérer de la capacité pour de nouvelles émissions », préconise le haut responsable camerounais.

Cette question de la concentration du financement public avait déjà suscité des mises en garde de la Banque des États de l'Afrique centrale en 2025. Dans son analyse sur la politique monétaire, l'institution indiquait que les créances nettes du système bancaire sur les États avaient progressé de 7,5 % pour atteindre 10 873,6 milliards de FCFA en juin 2025, reflétant la persistance des besoins de financement budgétaire dans la région.

La BEAC soulignait alors que cette évolution « appelait à une vigilance accrue face au risque d'éviction du secteur privé et à la surexposition du système bancaire au risque souverain, c'est-à-dire la possibilité qu'un État rencontre des difficultés à honorer ses engagements financiers ».

Lacs

Des matériels et équipements offerts à la SCOOPS « Mawupedjro »

Aného, 5 mars (ATOP)- La Société coopérative simplifiée (SCOOPS) « Mawupedjro », spécialisée dans la transformation du poisson fumé, la fabrication du gari et du tapioca à base du manioc, dans la commune des Lacs 1, a bénéficié le mercredi 4 mars à Aného, des matériels et équipements destinés à améliorer les conditions de travail des membres.

D'une valeur de 1.900.000 Francs CFA, les équipements et matériels sont composés d'un tricycle et ses accessoires, 4 marmites, 3 balances électroniques, 30 poaux et 6 bassines.

Cette action de générosité émane de l'ONG GERES, la solidarité climatique en action avec l'appui technique et financier de l'Agence Française de développement (AFD) à travers le projet fé-

minisme : Action et mobilisation pour une économie inclusive (FAME).

Cette action s'inscrit dans le cadre du projet de « développement d'activités génératrices de revenus par l'acquisition d'équipement de transformation de poisson fumé et gari » initié par la SCOOPS « Mawupedjro ». Ces outils répondent aux besoins exprimés par les membres de la coopérative en vue d'améliorer leur condition



de vie et de travail. Ils permettront aux bénéficiaires de renforcer leur capacité de production et de promouvoir l'entrepreneuriat féminin. Ils visent également à optimiser la production de gari et de tapioca, tout en garantissant une meilleure qualité des produits finis. Cette dotation permettra aussi de réduire la

pénibilité de travail et d'accroître la capacité de production coopérative.

À travers ce geste, l'ONG GERES et l'AFD réaffirment leur engagement en faveur du développement local durable et l'amélioration des conditions de vie des communautés à la base.

Le chargé de mission au

GERES-Aného, Siba Ouro-Akpo a souligné l'importance d'accompagner les coopératives locales dans la modernisation de leurs outils de production afin de favoriser leur autonomisation économique et leur compétitivité sur les marchés. Il a exhorté les bénéficiaires à entretenir les outils pour leur durabilité. La présidente de la coopérative bénéficiaire, Koussito Assoupi a exprimé sa gratitude aux partenaires pour leur action d'appui et de soutien aux initiatives locales génératrices de revenus des femmes. « Cet appui constitue un levier essentiel pour le développement de leurs activités et leur autonomisation financière », a-t-elle indiqué avant de promettre un bon usage des équipements et matériels.

Cinéma togolais

Le Ministre TCHIAKPE enclenche la dynamique d'opérationnalisation du FoNSICA

Lomé, 26 février 2026 – Après une communication sur le FNPC en Conseil des ministres, le Ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, Isaac TCHIAKPE, a engagé un dialogue direct avec les acteurs du cinéma togolais en vue d'accélérer l'opérationnalisation du FoNSICA (Fonds National de Soutien à l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle).

C'est dans le cadre verdoyant de l'hôtel Le Bénédicte, à Lomé, que s'est tenue cette rencontre stratégique réunissant tous les corps de métiers du cinéma et de l'audiovisuel (scénaristes, producteurs, réalisateurs, techniciens) et agents du CNCIA. L'objectif était de dialoguer ouvertement, partager les réalités du terrain, envisager ensemble des perspectives concrètes d'amélioration et d'identifier, de manière concertée, les leviers susceptibles de rendre pleinement fonctionnel le fonds prévu par le Code du cinéma.

Fidèle à une démarche inclusive, le Ministre a privilégié l'écoute et la co-construction. Les échanges ont permis de mettre en lumière les contraintes structurelles auxquelles fait face le secteur.

Au terme des discussions, il a été décidé de mettre en place un comité mixte composé d'acteurs du cinéma et de responsables de l'administration culturelle. Cette instance aura pour mission d'assurer le suivi des actions prioritaires devant conduire à l'opérationnalisation effective du FoNSICA, notamment en matière de gouvernance, de mobilisation de



ressources et de mécanismes d'allocation.

Dans son intervention, le Ministre TCHIAKPE a réaffirmé son engagement personnel en faveur des cinéastes togolais. Il a indiqué qu'il se ferait l'avocat du secteur auprès des partenaires techniques et financiers ainsi que des sponsors potentiels, afin de renforcer la dotation du fonds et de créer un environnement plus favorable à l'essor de l'industrie cinématographique nationale.

La rencontre s'est achevée sur une note d'optimisme partagé. Les participants ont salué la volonté politique affichée et la mise en place d'un cadre structuré de suivi. Si les défis demeurent, cette concertation du 26 février 2026 pourrait marquer un tournant décisif pour le cinéma togolais, désormais engagé sur la voie d'une opérationnalisation concrète et durable de son fonds de soutien.



RAFRAÎCHIR

INCLINER

SERVIR

**BLACK
BRILLE
DANS TOUT™**

600*
FCFA
BOUTEILLE
33cl

DISPONIBLE EN BOUTEILLE VC 65 CL

*PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 33CL

18+ L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX
POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER
AVEC MODÉRATION.